



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

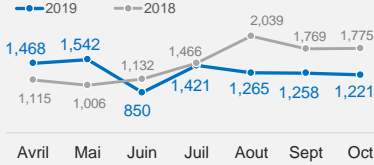
NORD KIVU | Octobre 2019

Chiffres clés

1 221 violations

952 victimes

Tendances mensuelles



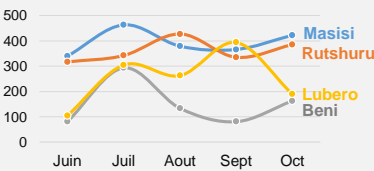
Genre des victimes

Genres	Total	%
Hommes	690	72%
Femmes	222	23%
Garçons	20	2%
Filles	20	2%
Total	952	

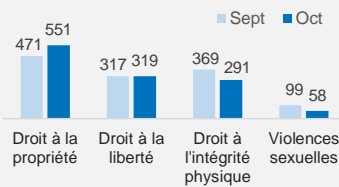
Statut des victimes

Statut	Total	%
PDI Retournés	644	68%
PDIs	226	23%
Resident(e)	35	4%
Rapatriés	47	5%
Total	952	100%

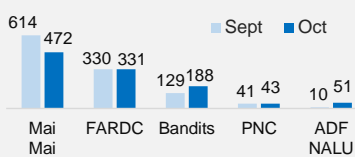
Violations par territoire



Catégorie de violations



Violations par auteurs présumés



Les données désagrégées par territoire, zones de santé, auteurs présumés et tranches d'âges sont disponibles en annexe.

RESUME

En octobre 2019, la situation sécuritaire du Nord-Kivu a été marquée par **l'intensification des affrontements entre des groupes armés dans les territoires de Rutshuru et Masisi, ainsi qu'une légère réduction des incursions et attaques des présumés éléments de l'Allied Democratic Forces (ADF) dans le territoire de Beni.**

Plus particulièrement, dans le territoire de Rutshuru les affrontements se sont amplifiés dans la chefferie de Bwito (qui constitue le quartier général d'une coalition d'environ quatre groupes armés, mais également une zone à forte présence des réfugiés rwandais). Suite à ces affrontements, plusieurs habitants de cette chefferie se sont déplacés vers Nyanzale, Mweso et Kitsanga. Aussi **le risque d'atteintes à la vie des réfugiés rwandais** vivant dans ces zones est devenu élevé, contraignant certains au rapatriement. **Par conséquent le nombre des candidats au rapatriement est passé de 87 à 246 personnes entre septembre et octobre.**

Par ailleurs, le phénomène de kidnapping, en cours depuis plus de quatre ans, continue à dégrader l'environnement de protection dans ce territoire. Pour le seul mois d'octobre, **60 cas d'enlèvements ont été enregistrés**, la chefferie de Bwisha étant la plus affectée. Ces enlèvements, toujours suivis des demandes de rançons en vue de la libération des personnes kidnappées, démotivent les habitants de cette contrée d'effectuer des activités génératrices des revenus.

En territoire de Masisi, **47 attaques et incursions des groupes armés ont été enregistrés en ce mois d'octobre ; certaines étant signalées dans les sites PDIs de Mungote, Kashuga et Nyalipe.** Cet activisme s'est intensifié dans les groupements Bapfuna et Bashali-Mukoto où un nombre important d'incidents de protection a été enregistré.

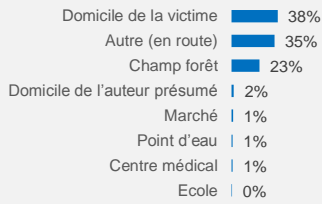
Dans le territoire de Beni, l'activisme des présumés ADF semble être réduit sur certains axes (Beni ville, Beni-Kasindi, Kamango et environs). Cette situation serait consécutive aux opérations de grande envergure lancées par les Forces Armées de la RDC (FARDC) contre ce groupe armé. Conséquemment, il a été signalé **un important mouvement retour des PDIs de Nobili vers Kamango et environs**, en chefferie des Watalinga.

Concernant les tendances, **1221 incidents de protection ont été documentés** par les équipes protection durant ce mois. Comparativement au mois de septembre, durant lequel 1256 incidents de protection avait été documentés, **il se dégage une légère baisse de 35 incidents**, soit 3%. Cependant, il sied de noter que cette diminution n'est observée que dans le seul territoire de **Lubero (de 394 en septembre à 190 incidents de protection)**. Cette réduction serait la conséquence des appels à la démobilisation lancés par les autorités provinciales dans ce territoire.

Mouvements de population

Villages d'accueil	Villages d'origine	Causes des déplacements	Personnes déplacées	Ménages
Les villages Bisihe, Kise, Mitando/Masisi	Village Kahanga/Masisi	Affrontement entre groupes armés	374	108
Les villages Bukonde, Buuyamuhapfu, Ketamata, Ndurumo / Walikale	Villages Mulehya, Mushali, Mirenge et Robe / Walikale	Affrontement entre groupes armés	1 524	381
Les villages Muhongozi, Mweso / Masisi	Villages Kyahemba, Mushelbere, Bushasha, Nyenyeri et Kivuma / Rutshuru	Affrontement s entre les FARDC et les groupes armés	4 464	776
Total			6 362	1 265

Lieux ou ont lieu les incidents



Résolution 1612

Violations	Sept	Oct
Viol ou autres actes graves de violence sexuelle	6	7
Enlèvement	6	4
Recrutement or Utilisation d'enfants soldats	1	3
Attaque contre Ecoles ou Hôpitaux	2	1
Meurtre ou Mutilation	7	1
Refus d'Accès à l'Aide Humanitaire	0	0
Total	22	16

Evènements majeurs

- 
1er octobre
Territoire de Beni
 Arrivée de 515 ménages déplacés de l'Ituri vers le territoire de Beni.
- 
4 octobre
Territoire de Masisi
 451 ménages violemment déguerpis de la concession Kome
- 
8-11 octobre
Territoire de Masisi
 Evaluation protection à Kishonja, Lushebere et Buhola
- 
9 octobre
Territoire de Beni
 Groupement Batangi, localité Bakila-tenambo. Enlèvement de 7 PDI par les présumés ADF après l'attaque de la position FARDC se trouvant dans cette entité
- 
21 octobre
Territoire de Lubero
 Groupement Luongo, localité Masumo. Viol de 2 femmes PDI par des MaiMai
- 
28 octobre
Territoire de Rutshuru
 Groupement Busanza, localité Punga, enlèvement de 13 personnes (8 rapatriés et 5 PDI retournés par des bandits pour une destination inconnue.

Protection de l'enfance

4% des incidents documentés ont été commis sur les enfants. En comparaison avec le mois de septembre, on constate une réduction de 4% d'incidents. **46 enfants (21 filles et 25 garçons)** ont été victimes de ces violations dont les plus documentés sont les extorsions des biens (18 cas), les viols (huit cas), les coups et blessures (sept cas), les enlèvements (trois cas) et les travaux forcés (trois cas). **La majorité de ces incidents a été documentée dans le territoire de Masisi et a été commise par les membres de groupes armés** lors des différentes incursions dans les villages de Kasumo, Buheno, et Kanyaru.

Parmi ces incidents, **16 sont des violations graves des droits de l'enfant** et relèvent de la résolution 1612 du conseil de sécurité des Nations Unies. Il s'agit de quatre cas d'enlèvements, sept cas de viol, trois cas de recrutement et d'utilisation d'enfants soldats. Les territoires les plus affectés par ces incidents sont Rutshuru et Masisi.

Par ailleurs, les différents affrontements et incursions enregistrés dans le territoire de Masisi ont engendré la séparation familiale touchant principalement les enfants. Lors d'une évaluation protection organisée dans ce territoire du 8 au 11 octobre, **18 enfants non accompagnés (ENA), 36 enfants séparés (ES) et 15 enfants sortis des forces et groupes armés (ESFGA)** ont été identifiés à Bukombo, Buholo, Bushani et Nyabiondo. Mais, ces enfants ne bénéficient d'aucune action spécifique de protection liée à leur situation par manque d'acteur de protection dans la zone. En plus, les ESFGA, et les membres de leurs familles, subissent des menaces par les groupes armés d'origine, pour s'être échappés.

Violences sexuelles et sexistes

58 incidents de violences sexuelles et basées sur le genre ont été documentés en octobre, contre 97 en septembre, donc **une baisse de 39 cas**. Les survivantes sont exclusivement les femmes et les filles. Quant à la typologie, on enregistre de cas de viols (43 cas), d'agressions physiques (10 cas), d'agressions sexuelles (2 cas), de déni de ressource (2 cas) et mariage forcé (1 cas).

Parmi ces incidents, **41 cas (soit 70 %) sont allégués aux éléments des groupes armés et 16 aux civils**. Cette tendance montre que les conflits armés ont une forte incidence sur les risques des violences sexuelles au Nord-Kivu.

Cependant, malgré la diminution constatée dans presque tous les territoires, **la tendance du territoire de Masisi est à la hausse ; 32 cas de viol y ont été documentés**. Le groupement Bapfuna a été le plus affecté, avec, à lui seul, 16 cas. Les survivantes, majoritairement des femmes PDI, sont d'ordinaire agressées par les membres des groupes armés lorsqu'elles se rendent aux champs pour se ravitailler en vivres étant entendue qu'elles n'ont pas d'autres alternatives de survie dans les zones de déplacement.

Analyse contextuelle, défis, perspectives et recommandations par territoire

Territoires	Analyse contextuelle et défis	Perspectives
<p>Masisi</p>	<p>Les groupes armés continuent à maintenir un activisme élevé dans le territoire de Masisi. Les groupements les plus affectés sont Bapfuna et Bashali-Mukoto. En ce mois d'octobre, 47 incursions commises par les éléments des groupes et des bandits armés ont été documentées. Et, en violation du caractère civil et humanitaires des sites, ces incursions ont également eu lieu dans trois sites des PDIs (Mungote, Kashuga et Nyalipe). Généralement, ces incursions sont motivées par la recherche de survie des membres des groupes armés, d'où plusieurs cas de pillage et d'extorsion des biens.</p> <p>Cette forte présence des groupes armés réduit l'accessibilité sur l'axe Masisi-Nyabiondo et donc l'accès aux déplacés. Six braquages contre des motos et des véhicules par des bandits armés, ont été enregistrés et deux hommes ont été tués sur cet axe. Cette situation pourrait exacerber la vulnérabilité des PDIs dans la région. Ceux-ci ne pourront plus fréquenter leur zone d'origine pour la recherche des vivres.</p> <p>Vers Mweso, plusieurs agglomérations (comme Mbui, Mbati, Kalembe, Kanya, Nyange et Kivuye) sont sous l'emprise d'un groupe armé. Les éléments de ce groupe ont érigé des barrières où ils extorquent les biens aux passants et s'en donnent aux multiples tracasseries à l'encontre des civils. Les réfugiés rwandais, et d'autres personnes d'expression rwandaise soupçonnées proche des Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) sont la principale victime de cette situation. Pour la seule période du 6 au 10 octobre 2019, 21 personnes (3 hommes, 5 femmes et 13 enfants) ont été victimes des pillages, des coups et blessures et des travaux forcés entre Faringa (territoire de Rutshuru) et Mweso. Ces réfugiés rwandais se dirigeaient vers le point de rassemblement de Burungu pour le rapatriement volontaire. Dans le même sens, trois hommes, candidats au rapatriement, ont été enlevés le 7 octobre 2019 par les membres d'un groupe armé au village Kashuga.</p> <p>Dans la localité de Luhala, 451 ménages de 1804 personnes (339 hommes, 543 femmes, et 922 enfants) ont été violemment déguerpis de la concession Kome qu'ils exploitaient depuis plusieurs années. Ces personnes se sont déplacées vers le village Kivuye. Une partie vit dans des familles d'accueil et une autre a été accueillie dans le site des PDIs de Kivuye. Dans les zones de déplacement, ces PDIs n'ont pas d'accès aux terres cultivables; elles n'y bénéficient d'aucune assistance humanitaire et, par conséquent, traversent une situation difficile.</p>	<p>Avec l'intensification des affrontements entre groupes armés et leur progression vers le territoire de Rutshuru, les réfugiés rwandais, vivant dans les zones contrôlées par les FDLR, pourraient être exposés à plusieurs risques pour leur vie.</p> <p>Par ailleurs, l'accroissement des risques des braquages réduit l'accès humanitaire sur l'axe Masisi-Nyabiondo. Cela pourrait accroître la vulnérabilité des PDIs et les contraindre au recours à des moyens illicites pour la survie (vol, sexe de survie, etc.)</p>
<p>Lubero</p>	<p>Une baisse d'incidents de protection est observée dans le territoire de Lubero. Cela fait suite à une certaine réduction de l'activisme des groupes Mai-Mai, conséquence des opérations militaires encourus et des vibrants appels lancés par les autorités locales pour la démobilisation des groupes armés. Il s'observe ainsi un retour des PDIs dans certains villages comme Munoli, Vusamba, Makoko, Ngeleza, Muhangi et Vusayi.</p> <p>Dans le groupement Itala par contre, les Mai-Mai ont triplé le montant de la taxe dite de « résidence » qu'ils imposent aux habitants (de 1.000Fc à 3.000Fc par individu). Cette majoration serait consécutive à l'annonce faite le 10 octobre 2019, par l'autorité provinciale, de l'ouverture des</p>	

	<p>centres de reddition (cantonnement) de tous les groupes armés opérant dans l'Est du pays. Ces éléments voudraient donc amasser de l'argent qui leur permettraient de subvenir à leurs besoins une fois transférés dans ces centres de démobilisation. Les personnes qui ne s'acquittent pas de cette taxe sont sujettes aux coups et blessures, aux enlèvements et aux amendes exorbitantes. Au cours de ce mois d'octobre 2019, 12 cas d'enlèvements, 7 cas d'extorsions de biens, 3 cas de pillages et 9 cas des coups et blessures ont été documentés dans ce groupement.</p>	
Beni	<p>Les offensives de « grande envergure » lancées par les FARDC le 24 aout 2019 ont permis une baisse des incursions des présumés ADF. Mais quelques attaques ont été documentées, notamment celle du 27 octobre à Mbau où deux hommes retournés avaient été tués et quatre autres grièvement blessés.</p> <p>Dans la chefferie de Watalinga, des mouvements retour des PDIs de Nobili vers le village Kamango sont observés. Selon la société civile de cette chefferie, 90% des personnes seraient déjà retournées vers Kamango et environs. Ce retour serait consécutif à une certaine accalmie observée dans cette zone et aux sensibilisations au retour initiées par les leaders locaux.</p> <p>Par ailleurs, 515 ménages fuyant des affrontements entre les éléments FARDC et ceux d'un groupe armé dans le territoire de Mambasa (Province de l'Ituri) ont été enregistrés par les autorités au village Mantumbi, territoire de Beni. Ces ménages vivent dans des familles d'accueil et connaissent des difficultés non seulement d'hébergement mais aussi de restauration.</p> <p>En ville de Beni, faisant suite à la montée de la criminalité, les autorités municipales ont organisé un bouclage dans les différentes communes de cette ville en vue d'identifier les semeurs des troubles et de réduire l'insécurité devenue grandissante. 137 personnes suspectées avaient été interpellées pour besoin d'enquête ; des armes de guerre et plusieurs autres effets militaires ont été saisis.</p>	<p>Malgré le retour signalé d'un grand nombre des PDIs à Kamango, il est encore difficile de conclure au caractère durable de ce mouvement étant entendu que des présumés ADF sont toujours signalés dans les environs. Une évaluation protection dans les zones de retour s'avère donc utile.</p>
Rutshuru	<p>Les affrontements entre un groupe armé et une coalition de quatre autres groupes armés se sont amplifiés dans la chefferie de Bwito et ont engendré un mouvement des populations vers Nyanzale, Mweso et Kitsanga. En outre, comme la chefferie Bwito regorge un nombre important des réfugiés rwandais (qui vivent dans des zones contrôlées par les éléments FDLR), ces affrontements augmentent le risque d'atteintes à la vie de ces réfugiés qui sont assimilés aux combattants FDLR. Certains se replient dans des sites PDIs alors que d'autres sont contraints au rapatriement vers le Rwanda. Comparativement aux statistiques de septembre, le nombre des rapatriés a triplé en octobre et est passé de 87 à 246 personnes.</p> <p>En chefferie de Bwisha, le phénomène de kidnapping, encours depuis plus de quatre ans, continue à dégrader l'environnement de protection dans ce territoire. Pour le seul mois d'octobre, 60 cas d'enlèvements ont été enregistrés. Ces enlèvements, toujours suivis des demandes des rançons en vue de la libération des personnes kidnappées, démotivent les habitants de cette contrée au développement des activités génératrices des revenus. Les multiples efforts déployés par les autorités locales et certains acteurs de protection ne parviennent pas à réduire ce risque.</p>	<p>L'avancée des affrontements entre groupes armés dans la chefferie de Bwito pourraient augmenter le nombre des PDIs à Nyanzale et Mweso. Aussi, du fait de leur rapprochement aux FDLR, les réfugiés rwandais pourraient être pris pour cible de ces opérations. Ainsi, il est important de renforcer le monitoring de protection sur l'axe Nyanzale-Mweso-Kitsanga</p>

Dans le groupement Busanza, les éléments d'un groupe armé, mis en débandade par les FARDC dans le groupement Binza, ont multiplié des violations sur les civils. Le 28 octobre 2019 **treize personnes (neuf femmes et quatre hommes), revenant de leurs champs ont été enlevées** par des éléments de ce groupe armé au village Kabirizi, localité Punga.

En fin, il est signalé un **mouvement de population du Sud-Kivu vers l'Ouganda, en passant par le Nord-Kivu** et le poste frontalier de Bunagana. Les personnes impliquées dans ce mouvement sont toutes des « Banyamulenge » et proviendraient du Haut-plateaux de Minembwe où sévissent des sanglants conflits inter-ethniques. Selon certaines sources locales, **129 ménages de 664 individus (136 femmes, 119 hommes et 409 enfants) auraient traversé la frontière congolaise pour chercher l'asile en Ouganda.**

FOCUS SUR LA SITUATION DE PROTECTION EN TERRITOIRE DE MASISI

La situation sécuritaire continue à se détériorer dans le territoire de Masisi et à dégrader l'environnement de protection. Durant ce mois, plusieurs affrontements opposant des groupes armés ont été observés aux villages Nyange, Ndurumo, Ndovu et Bibwe/Nyange, en groupement Bashali Mukoto. Quatre hommes PDIs-retournés, assimilés aux membres d'un groupe armé, ont été tués et trois PDIs-retournés ont été grièvement blessés par balles. Plus de 150 maisons ont été détruites et plusieurs biens emportés par les assaillants. Un mouvement pendulaire de la population s'en est suivi.

Le 25 octobre 2019, au village Kahanga, dans la localité Mutobo, en groupement Bashali Kaembe, une position des FARDC nouvellement installée a été attaquée par un groupe armé. Des armes lourdes et légères ont été entendues toute la nuit. Plus de 60 maisons ont été détruites par les éléments de ce groupe armé. Des petits bétails, des vivres et d'autres biens de valeurs ont été emportés. Plus de 23 personnes ont été victimes des coups et blessures. Selon certaines sources locales, ces pillages et autres violations seraient des représailles contre cette population pour leur collaboration avec les FARDC. Suite à cette situation, 108 ménages de 374 personnes se sont déplacés vers les villages Busihe, Kise et Mitambo, dans la même localité.

ACTIONS DE REPONSE ET ACTIVITES MENEES

Résultats des actions

Violations (Nombre de cas documentés)	Resultats obtenus					
	Victimes libérées	Accompagnement Psychologique	Administration de Kit PEP	Auteurs arrêtés	Soins médicaux	Réinsertion économique
Viols (43)	0	23	24	0	23	0
Enlèvements (166)	7	0	0	0	0	0
Coups et blessures	0	0	0	0	3	0
Total	7	23	24	0	26	0

Résultats obtenus suite aux actions d'orientations et de suivi menées par les animateurs de protection sur le terrain

Quelques autres actions

- Une évaluation de protection a été menée du 8 au 11 octobre 2019 par l'équipe mobile d'INTEROSOS dans les villages Kishonja, Lushebere, Buhala et Mulamba. Cette évaluation a relevé la présence des ENA, ES et ESFGA nécessitant une protection appropriée.
- Suite à la dégradation de la situation sécuritaire dans la chefferie de Bwito, INTEROSOS a renforcé le monitoring de protection sur l'axe Kitsanga-Mweso-Nyanzale. Une équipe mobile de protection est désormais installée à Kitsanga et suivra la situation dans les zones susmentionnées.

Recommandations

Domaines	Recommandations	Acteurs ciblés	Niveau d'urgence
Protection	Renforcer le monitoring de frontière afin de suivre la situation de protection et le déplacement du Sud-Kivu vers l'Ouganda.	HCR Goma	Urgent
	Organiser une évaluation protection dans la chefferie des Watalinga pour analyser les caractères durables et volontaires du retour des PDIs de Nobili vers Kamango.	Membres du Groupe de travail Monitoring de protection.	ASAP
	Organiser une évaluation approfondie dans les groupements Bapfuna et Banyungu/Masisi sur la protection de l'enfant en vue de renforcer les activités relatives à ce secteur.	Coordination du Groupe de travail Protection de l'enfant	Urgent
Coordination humanitaire	Mener des actions appropriées visant à faciliter l'accès humanitaire dans le territoire de Masisi, axe Masisi-Nyabiondo.	OCHA	Urgent
	Organiser une évaluation rapide multisectorielle dans la zone de santé de Mweso.	OCHA	Urgent

Pour tout contact :

Nora Staunton, Administratrice Principale de Protection, staunno@unhcr.org

Katsurana Jules, Associé Principal de Protection, katsura@unhcr.org

ANNEXES

#Violations par Territoire

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Rutshuru	26	60	0	22	117	0	0	81	0	0	55	8	0	0	8	2	1	2	0	1	0	385	32%
Masisi	28	43	0	24	69	0	0	114	0	0	85	16	0	0	5	32	0	6	0	0	0	422	35%
Lubero	8	32	0	0	22	7	5	57	0	0	45	3	0	0	0	7	0	2	1	1	0	190	16%
Beni	18	33	0	13	31	2	0	18	0	0	21	22	0	0	2	2	1	0	0	0	0	163	13%
Walikale	3	6	0	3	10	0	0	18	0	0	19	0	0	0	2							61	5%
Total	83	174	0	62	249	9	5	288	0	0	225	49	0	0	17	43	2	10	1	2	0	1221	

#Violations par zone de sante

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
Birambizo	0	16	0	0	1	0	0	7	0	0	5	2	0	0	0							31	3%
Bambo	3	11	0	2	10	0	0	7	0	0	5	2	0	0	2	1	0	0	0	0	0	43	4%
Kirotshe	2	0	0	0	0	0	0	8	0	0	1	0	0	0	2							13	1%
Masisi	22	5	0	0	15	0	0	26	0	0	25	4	0	0	1	29	0	0	0	0	0	127	10%
Katoyi	2	5	0	0	42	0	0	20	0	0	26	1	0	0	2	1	0	2	0	0	0	101	8%
Rwanguba	5	13	0	5	62	0	0	16	0	0	13	2	0	0	0	0	0	1	0	1	0	120	10%
Mweso	2	17	0	3	12	0	0	39	0	0	20	11	0	0	0	2	0	4	0	0	0	110	9%
Pinga	3	21	0	24	9	0	0	27	0	0	20	0	0	0	2							106	9%
Lubero	0	2	0	0	0	0	0	6	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	11	1%
Katwa	2	0	0	0	0	4	0	13	0	0	5	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	26	2%
Oicha	13	17	0	9	28	0	0	13	0	0	13	10	0	0	2	0	1	0	0	0	0	106	9%
Binza	2	5	0	7	18	0	0	6	0	0	7	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	46	4%
Kayna	4	15	0	0	8	1	2	4	0	0	13	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	51	4%
Kibirizi	11	13	0	0	15	0	0	39	0	0	15	0	0	0	6	1	0	1	0	0	0	101	8%
Vuhovi	5	8	0	4	3	1	0	2	0	0	7	9	0	0	0	1	0	0	0	0	0	40	3%
Musienene	2	15	0	0	14	0	3	32	0	0	27	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	95	8%
Kibua	0	1	0	0	1	0	0	12	0	0	14	0	0	0	0							28	2%
Butembo					0	2	0	2	0	0						2	0	1	0	0	0	7	1%
Rutshuru	5	2	0	8	11	0	0	6	0	0	8	2	0	0	0							42	3%
Kyondo	0	8	0	0	0	1	0	3	0	0	1	3	0	0	0	1	0	0	0	0	0	17	1%
Total	83	174	0	62	249	9	5	288	0	0	225	49	0	0	17	43	2	10	1	2	0	1221	100%

#Violations par auteur presume

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE					VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total			
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force			Deni de ressource	Violence Psychologique
ADF/NALU	0	21	0	5	0	0	0	8	0	0	6	11	0	0	0							51	4%
Bandits	0	27	0	0	0	1	0	107	0	0	30	17	0	0	2	4	0	0	0	0	0	188	15%
FARDC	49	0	0	27	163	5	0	28	0	0	47	8	0	0	3	0	1	0	0	0	0	331	27%
Groupe arme inconnu					0	0	0	9	0	0	6	0	0	0	0							15	1%
Inconnu					0	1	0	17	0	0	14	1	0	0	0	3	0	0	0	0	0	36	3%
Mai Mai	4	104	0	27	70	2	5	109	0	0	107	11	0	0	3	30	0	0	0	0	0	472	39%
PNC	24	1	0	0	6	0	0	2	0	0	6	0	0	0	4							43	4%
Pop civile	2	0	0	0												3	1	9	1	2	0	20	2%
Autres	0	16	0	2	6	0	0	6	0	0	5	1	0	0	3	3	0	1	0	0	0	43	4%
ANR	4	0	0	0	3	0	0	0	0	0												7	1%
FDLR	0	5	0	1	1	0	0	2	0	0	2	0	0	0	2							13	1%
Garde Parc											2	0	0	0	0							2	0%
Total	83	174	0	62	249	9	5	288	0	0	225	49	0	0	17	43	2	10	1	2	0	1221	

Violations par statut des victimes

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
PDI's retournes	42	92	0	48	196	3	4	196	0	0	175	29	0	0	15	15	2	4	1	2	0	826	68%
PDI's	38	58	0	13	31	6	1	76	0	0	41	12	0	0	2	24	0	3	0	0	0	305	25%
Residents	0	8	0	1	0	0	0	0	0	0	2	8	0	0	0	4	0	2	0	0	0	25	2%
Rapatries	3	8	0	0	22	0	0	10	0	0	7	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	51	4%
Grand Total	83	166	0	62	249	9	5	284	0	0	225	49	0	0	17	43	2	10	1	2	0	1,209	

Tranches d'age des victimes par violation

	VIOLATION DU DROIT A LA LIBERTE				VIOLATION DU DROIT A LA PROPRIETE						VIOLATION DU DROIT A L'INTEGRITE PHYS					VIOLENCE SEXUELLE					Total		
	Arrestation Arbitraire	Enlevements	Recrutement Force	Travaux Forcés	Extorsions de Bien	Incendie	Taxe illegale	Pillages	Occupation illegale	Deguerpissement force	Coups et Blessures	Homicides	Blessures ou morts du aux mines	Mutilation	Torture/Traitement inhumain	Viols	Agression Sexuelle	Agression phys (SGBV)	Marriage force	Deni de ressource			Violence Psychologique
Femmes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1	0%
12-17	0	0	0	0	11	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	19	2%
18-59	4	30	0	1	62	1	1	65	0	0	36	6	0	0	0	35	2	10	0	2	0	256	21%
60+	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	0%
Sous-total	4	30	0	1	73	1	2	66	0	0	37	7	0	0	0	43	2	10	0	2	0	279	23%
Hommes																							
0-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
5-11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0%
12-17	1	3	0	3	6	0	0	6	0	0	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	2%
18-59	77	138	0	58	169	8	2	204	0	0	178	39	0	0	17	0	0	0	1	0	0	892	73%
60+	1	3	0	0	1	0	1	12	0	0	4	3	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25	2%
Sous-total	79	144	0	61	176	8	3	222	0	0	188	42	0	0	17	0	0	0	1	0	0	942	77%
Grand Total	83	174	-	62	249	9	5	288	-	-	225	49	-	-	17	43	2	10	1	2	-	1,221	

Tableaux croisés

Les matrices ci-dessous doivent être lues verticalement.

Ex. 34% des cas d'enlèvements ont été documentés dans le territoire de Rutshuru

A gauche répartition des violations par territoire, à droite, répartition par auteur présumé

Violations	Beni	Masisi	Rutshuru	Lubero	Waikale
Arrestation Arbitraire	22%	34%	31%	10%	4%
Enlevement	19%	25%	34%	18%	3%
Travaux Forcés	21%	39%	35%	0%	5%
Extorsions de biens	12%	28%	47%	9%	4%
Incendie	22%	0%	0%	78%	0%
Pillages	6%	40%	28%	20%	6%
Coups et blessures	9%	38%	24%	20%	8%
Homicide	45%	33%	16%	6%	0%
Torture/Traitement inhumain	12%	29%	47%	0%	12%
Viol	5%	74%	5%	16%	0%
Agression sexuelle	50%	0%	50%	0%	0%
Agression physique	0%	60%	20%	20%	0%
Deni de ressources	0%	0%	50%	50%	0%

Violations	Mai Mai	ADF / NALU	Bandits	FARDC	Groupe arme inconnu	PNC	Pop civile	FDLR	Garde Parc	Autres	Total
Arrestation Arbitraire	5%	0%	0%	59%	0%	29%	2%	0%	0%	0%	100%
Enlevement	60%	12%	16%	0%	0%	1%	0%	3%	0%	9%	100%
Travaux Forcés	44%	8%	0%	44%	0%	0%	0%	2%	0%	3%	100%
Extorsions de biens	28%	0%	0%	65%	0%	2%	0%	0%	0%	2%	100%
Incendie	22%	0%	11%	56%	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%
Pillages	38%	3%	37%	10%	3%	1%	0%	1%	0%	2%	100%
Coup/Blessure	48%	3%	13%	21%	3%	3%	0%	1%	1%	2%	100%
Homicide	22%	22%	35%	16%	0%	0%	0%	0%	0%	2%	100%
Torture/Traitement inhumain	18%	0%	12%	18%	0%	24%	0%	12%	0%	18%	100%
Viol	70%	0%	9%	0%	0%	0%	7%	0%	0%	7%	100%
Agression sexuelle	0%	0%	0%	50%	0%	0%	50%	0%	0%	0%	100%
Agression Physique	0%	0%	0%	0%	0%	0%	90%	0%	0%	10%	100%
Deni de ressource	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	0%	0%	0%	100%